

LE FIL ROUGE

Octobre 2009

ET MAINTENANT, LA RETRAITE A 67 ANS !

Le gouvernement saisit l'annonce des déficits de la Sécu pour relancer le débat sur la retraite. Pour la première fois, il parle de repousser l'âge légal de départ.

À l'aune des déficits annoncés de la Sécurité sociale, dont la branche vieillesse perdrait 7,7 milliards d'euros en 2009 (contre moins 5,6 milliards en 2008), le gouvernement s'affranchit de toute retenue et ose, pour la première fois, parler de repousser l'âge légal de départ en retraite. Le ministre du Travail, Brice Hortefeu, a déclaré sur une antenne radio : « Comme on sait que si on ne fait rien on va dans le mur, il n'y a pas aujourd'hui à ma connaissance 36 solutions. Il y en a trois : diminuer les pensions, augmenter la durée de cotisation, et reporter l'âge de départ à la retraite, comme l'ont fait les Allemands, jusqu'à 67 ans ».

Le premier ministre, François Fillon, a surenchéri en disant que repousser l'âge légal de départ « n'est pas une question taboue ». Enfin, pour boucler la boucle, le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, s'est félicité de l'initiative du ministre du Travail : « On ne veut pas que le débat soit refermé avant même d'être ouvert. »

Jusqu'à présent, toucher à l'âge légal était toujours contourné, considéré comme un sujet tabou. C'est ce verrou que le gouvernement tente de faire sauter. Toutes les réformes passées ont amené une diminution du montant des retraites sans pour autant résoudre le problème des déficits.

Plutôt que de rogner encore sur les droits, le débat pourrait porter sur une augmentation des ressources. Cela passe par :

- ⇒ **un développement de l'emploi,**
- ⇒ **Le prélèvement sur les revenus financiers des entreprises et des banques (qui sont les seuls à échapper à toute contribution sociale),**
- ⇒ **La suppression des exonérations de cotisations sociales largement prodiguées aux entreprises**
- ⇒ **Le paiement aux caisses de retraites et à la sécurité sociale des dettes des entreprises et de l'Etat.**



ET LA RETRAITE DES FEMMES !

Le Gouvernement menace de remettre en cause les compensations pour les mères de famille salariées du privé sous couvert d'égalité de droits en hommes et femmes.

Quelques repères sur les inégalités Hommes/Femmes :

Pendant la vie active

- ⇒ **Salaires** : les femmes gagnent en moyenne 20 % de moins dans le secteur privé pour un emploi à temps complet.
- ⇒ **Temps partiel** : il concerne 30 % des femmes et 5 % des hommes.

80 à 85 % des emplois à temps partiel sont occupés par les femmes.

- ⇒ **Partage des tâches** : les femmes consacrent en moyenne 2,4 fois plus de temps que les hommes au travail domestique

A la retraite

- ⇒ **Durée de cotisation** : les femmes ont en moyenne validé 137 trimestres contre 157 pour les hommes. 44 % seulement ont une carrière complète contre 86 % des hommes.

- ⇒ **Pension** : en 2004, les femmes retraitées de 60 ans et plus percevaient une retraite moyenne de 1020 euros par mois, soit 62 % de celle des hommes. La moitié des femmes partant la retraite sont au minimum contributif : 590 euros par mois.

Quelques réflexions sur notre vie quotidienne

Le prix du pétrole

En 2005, le prix du baril de pétrole était à 70 dollars et l'euro valait un dollar. On payait donc à ce moment là, le litre de gasoil 0,75 € dans le supermarché.

En juillet 2008, le pétrole est monté à 150 dollars le baril, l'euro était alors à 1,40 dollar, soit le baril à 107 euros, le gasoil coûtait 1,30 € le litre toujours au supermarché.

Maintenant, le baril est à 70 dollars et notre euro vaut 1,40 dollar, soit le baril de pétrole à 50 €. Nous devrions donc payer le litre de gasoil moitié moins cher par rapport à juillet 2008, entre 0,60 € et 0,65 € le litre. Or, il est vendu entre 0,95 € et 1 € le litre !

Où passe cette différence ?

Ne serions-nous pas déjà en train de payer cette fameuse taxe carbone ?

A moins que l'Etat et les pétroliers soient les profiteurs de cette hausse !

Le sarkozisme, ce sera bientôt les pauvres à vélo et les riches en auto.

La taxe carbone. parlons-en !

Le réchauffement climatique dû à l'utilisation de combustibles fossiles pour l'énergie est un risque majeur et il faut s'y attaquer.

Mais, la taxe carbone est inefficace pour l'écologie et injuste pour les citoyens. Elle met en avant le principe du « pollueur payeur » dont l'efficacité est très contestée. Cette taxe ne recherche pas à résoudre les problèmes des émissions et des modes de production. Elle n'incite pas à la révolution énergétique pourtant nécessaire. Elle désigne l'usager comme principal res-

pensable de la pollution.

Ainsi, la machine à inventer de nouvelles taxes est réactivée : 8,3

milliards d'impôts nouveaux dont plus de la moitié seront assumés exclusivement par les familles. C'est injuste et insupportable, particulièrement au mo-

ment où les salaires stagnent et les licenciements boursiers se poursuivent.

La taxe carbone, c'est : 300 euros annuels supplémentaires pour le seul chauffage par ménage, 7 à 8 centimes d'augmentation de l'essence au litre, 15 % d'augmentation prévisible du prix du gaz.



Mécanisation en tout genre

A la gare, dans les banques et sur les autoroutes, nous voilà devenus guichetiers, à la station service, nous devenons pompistes et tout ça gratuitement bien sûr. Pour le seul bénéfice des actionnaires et au détriment des travailleurs.

*Jusqu'où peut-on remplacer
l'homme par la machine ?*

Au supermarché, le mouvement est entamé, nous allons devenir le caissier ou la caissière. Alors, soyons conscients que chaque fois que nous passons à une caisse automatique, nous poussons vers la porte un caissier ou une caissière et donc nous créons un chômeur !

Cette méthode a rapporté gros et a supprimé beaucoup d'emplois.

N'oublions pas que les automates ne paient pas de cotisations sociales !

Arrêtons de travailler gratuitement et exigeons le retour des employés.

Livret A

Au 1^{er} août votre livret A ne rapporte plus que 1,25 %, ce qui représente le taux le plus bas depuis sa création et correspond à sa généralisation dans les banques privées.

Pendant ce temps là, on a « prêté » des milliards aux banques qui ont « magouillé » avec

l'argent des salariés, des retraités et peut-être avec l'argent du livret A. Une fois de plus, les gens modestes paient pour les riches.

Les baisses successives, voulues par le gouvernement, ont rendu ce produit d'épargne impopulaire auprès des Français : depuis quatre mois, il a enregistré

plus de retraits que de dépôts.



Baisse historique du taux du livret A

Les biens en voie d'être tous privatisés

En 2004, M. Sarkozy avait promis la main sur le cœur que EDF/GDF ne serait jamais privatisé, la même chose pour France Télécom. Aujourd'hui, avec son gouvernement, il veut transformer la Poste d'Établissement Public en société anonyme pour soi-disant apporter de l'argent frais à la Poste. Or, l'Etat devrait commencer par payer sa dette à la Poste.

Il est mensonger de prétendre qu'il faut transformer La Poste en société anonyme pour assurer son développement. La réalité que veut cacher le gouvernement mais que tous les Français devinent, c'est à court terme sa volonté de privatiser la Poste pour donner au privé tout ce qui est plus rentable.

Conséquence : comme dans tous les pays européens où la Poste a été privatisée, c'est le

prix du timbre qui flambe (plus 90 % en 10 ans en Suède), ce sont des emplois qui sont supprimés (Suède, Royaume Unis, Pays-Bas,...), c'est la distribution du courrier 5 jours au lieu de 6 par semaine, c'est une réduction considérable du nombre de bureaux de Poste, c'est peu à peu la fin de la desserte des secteurs les plus ruraux, c'est une grande dégradation des conditions de travail des personnels, etc.

La mobilisation importante lors de la consultation nationale du 3 octobre a montré l'attachement des Français à ce Service Public : 2,1 millions de personnes en France et 23.000 dans

l'Eure. Il faut exiger le retrait de cette loi, comme il faut continuer à exiger le maintien du Tribunal de Bernay, des centres EDF et de tous les services publics indispensables à notre vie quotidienne.

Au 1^{er} janvier 2010, le forfait hospitalier va passer à 18 €, des centaines de médicaments ne vont plus être remboursés, les indemnités d'accidents du travail sont menacées d'imposition, sans parler du travail du dimanche.

Et, pendant ce temps les bonus continuent d'exploser.

Mais dans quelle société M. Sarkozy veut-il nous faire vivre ?



Ecologie : Le Parti Communiste Français propose

- ⇒ Un nouveau mode de développement non productiviste, centré sur l'intervention des salariés dans la gestion de leur entreprise, l'acquisition de droits nouveaux pour promouvoir d'autres critères que ceux de la rentabilité ainsi que sur l'intervention des citoyens et de leurs associations.
- ⇒ La promotion des services publics, l'extension de leur mission et leur coopération au niveau européen, pour la gestion de l'eau, la production et le transport de l'énergie, (pôle public énergétique européen), les transports en commun, la santé, la recherche, l'éducation...
- ⇒ La création d'un pôle public pour diriger le crédit vers le soutien à la création d'emplois et à l'investissement pour l'amélioration de l'environnement.

- ⇒ D'encourager la recherche tous azimuts de productions énergétiques non génératrices de gaz à effet de serre (nucléaire sous maîtrise publique, hydrogène, photovoltaïque, etc.)
- ⇒ D'assurer la souveraineté alimentaire en refondant la politique agricole commune et en prolongeant le moratoire sur l'utilisation des OGM agroalimentaires ou PGM en plein champ.
- ⇒ Un plan de relance du rail et du ferroutage accompagné d'un développement des transports en commun s'appuyant sur les entreprises publiques ainsi qu'une aide à l'isolation thermique de l'ensemble du parc de logements sociaux.
- ⇒ Les droits des Comités d'Hygiène

et de Sécurité des conditions de travail (CHSCT) doivent être renforcées, notamment le droit d'alerte pour empêcher l'exposition des salariés aux risques.

S'attaquer aux défis écologiques, c'est contribuer à la sortie de la crise.

**LES CAPITALISTES
ONT TOUT FAUX**



Retrouvez-nous sur
le WEB !

www.27.pcf.fr

- A quoi sert l'argent de l'Etat donné aux banques, aux grandes entreprises en France et en Europe ?
- Comment sont utilisés les profits engendrés par le travail et la créativité des salariés ?
- A quoi servent les fonds publics distribués grâce aux impôts acquittés par les contribuables ?
- Une autre fiscalité au service du progrès social est-ce possible ?

Venez en discuter avec les communistes de
Risle Charentonne le vendredi 6 novembre à
18 h 30 salle des fêtes de Brionne

Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

- ☐ Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- ☐ Je décide d'être membre du Parti communiste français
- ☐ Je verse euros (chèque à : Association de financement du PCF)

Prénom et nom :

Adresse :

Téléphone :

Courrier électronique :

Parti communiste français Eure - 63 rue Saint Thomas 2000 EVREUX

T : 02 32 39 46 82 @ : pcf27@wanadoo.fr PCF://www.27.pcf.fr/

Ou Y. Lucas / secrétaire de la section PCF Risle Charentonne 02 32 43 49 92

L'Agenda

- ◇ Vendredi 6 novembre : Atelier débat à Brionne, salle des fêtes « Pour une fiscalité au service du progrès social »
- ◇ Les 28 et 29 novembre : Fête de l'Huma à Rouen : débats, spectacles, repas, etc.
- ◇ Dimanche 6 décembre : Kermesse aux Etrennes à Serquigny



À chaque lectrice et lecteur, son (sa) nouvel(le) abonné(e)
à l'Humanité

Réalisez un abonnement à l'Humanité
POUR 3 MOIS AU TARIF PRÉFÉRENTIEL DE 45 EUROS

Parrain

NOM.....PRÉNOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....CODE POSTAL.....

PROFESSION.....

TÉL.....COURRIEL.....

Abonné*

NOM.....PRÉNOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....CODE POSTAL.....

PROFESSION.....

TÉL.....COURRIEL.....

DATE DU DÉBUT DE L'ABONNEMENT.....

Bulletin et chèque à l'ordre de l'Humanité à retourner à
l'Humanité, service diffusion, 164, rue Ambroise-Croizat, 93528 Saint-Denis CEDEX.

(*) Attention. Cette formule d'abonnement est non renouvelable

Imprimé par nos soins